

RAPPORT DE CAPITALISATION

Mise en place et mise en œuvre des plans de formation continue dans quatre écoles techniques agrovétérinaires du territoire de Walungu (2022–2026)

SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES (SAD)
Programme UNI4COOP | 2022–2026

[RDC, PROVINCE DU SUD-KIVU – TERRITOIRE DE WALUNGU]





CADRE DU PROGRAMME

« Renforcement de l'éducation en entrepreneuriat et de l'insertion socioprofessionnelle des enfants et jeunes vulnérables »

MISE EN ŒUVRE

- Louvain Coopération – orientation stratégique et appui méthodologique
- FSKi & ASOP – mise en œuvre opérationnelle

FINANCEMENT

- Direction Générale du Développement (DGD – Belgique) : financement du programme UNI4COOP ;
- Fondation AFLAM : financement spécifique du volet « éducation et insertion socioprofessionnelle » à Walungu
- OVO - Ondernemers voor Ondernemers : co-financement

RÉALISATION DU RAPPORT

MUGARUKA MUKANIRE Floribert,
Consultant indépendant.

APPUI MÉTHODOLOGIQUE

Olivier MATUMAINI,
Chef de projet SAD – Louvain Coopération.

PÉRIODE COUVERTE

2022 – 2026

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
INTRODUCTION	6
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	7
II. METHODOLOGIE	7
2.1. Approche méthodologique générale.....	7
2.2. Organisation du processus de production et de capitalisation.....	7
2.3. Champ d'investigation.....	8
2.4. Méthodes de collecte des données	8
2.5. Analyse et limites méthodologiques	8
III. OBJECTIFS.....	9
Objectif global	9
Objectifs spécifiques	9
IV. ANALYSE THÉMATIQUE.....	9
4.1. Mise en place des plans de formation continue	9
4.2. Contenus et dispositifs de formation	10
4.2.1. Contenus et évolution des formations.....	10
4.2.2. Dispositifs pédagogiques.....	10
4.2.3. Limites et besoins non couverts	11
4.3 Appuis complémentaires à la formation.....	11
4.4 Effets et changements observés	11
4.4.1. Effets sur les enseignants	11
4.4.2. Effets sur les élèves	12
4.4.3. Effets sur les écoles	12
4.4.4. Analyse par école	12
4.4.5. Lecture transversale	13
4.5 Analyse des données quantitatives (données interprétées).....	13
4.6. Analyse des données qualitatives	14
V. FACTEURS DE SUCCÈS ET DÉFIS.....	15
5.1. Facteurs de succès	15
5.2. Défis rencontrés	15
5.3. Lecture transversale	15
VI. APPROPRIATION ET PÉRENNISATION DES ACQUIS	16
6.1. Appropriation par les acteurs	16
6.2. Facteurs de pérennisation.....	16
6.3. Limites et conditions de durabilité	16
VII. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	17

VIII. RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES	18
CONCLUSION	19
RÉFÉRENCES	19
ANNEXES	20
<i>Annexe 1 : Principaux modules de formation et supports pratiques associés</i>	<i>20</i>
<i>Annexe 2 : Évolution des effectifs scolaires par sexe (2021–2026)</i>	<i>20</i>
<i>Annexe 3 : Évolution des résultats aux examens d'État (2021–2025)</i>	<i>20</i>
<i>Annexe 4 : Répartition des bénéficiaires des kits de réinsertion par école et par sexe</i>	<i>21</i>
<i>Annexe 5 : Évolution des unités de démonstration et de production (cheptel)</i>	<i>21</i>
<i>Annexe 6 : Répartition des appuis en élevage par type et par école</i>	<i>21</i>

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AFLAM	: Fondation AFLAM
ASOP	: Action pour la Solidarité Paysanne
DGD	: Direction Générale du Développement (Royaume de Belgique)
EPST	: Enseignement Primaire, Secondaire et Technique
ETA	: Ecole technique agricole
FSKi	: FSKi (dénomination officielle de l'organisation partenaire de mise en œuvre)
IOV	: Indicateur Objectivement Vérifiable
IPP	: Inspection Principale Provinciale de l'Enseignement
ITA	: Institut Technique Agricole
ITV	: Institut Technique Vétérinaire
LC	: Louvain Coopération
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OS	: Objectif Spécifique
OVO	: Ondernemers voor Ondernemers
RDC	: République Démocratique du Congo
SAD	: Systèmes Alimentaires Durables
SERNAFOR	: Service national de formation
Sud Kivu	: Province du Sud Kivu
TDR	: Termes de Référence
UNI4COOP¹	: Consortium de 4 ONG universitaires belges LC, UC, UCOPIA, Eclasio & FUCID.

¹ UNI4COOP est un consortium regroupant quatre ONG universitaires belges – Louvain Coopération (UCLouvain), UCOPIA (ULB), Eclasio (Université de Liège) et FUCID (Université de Namur) – intervenant conjointement dans la mise en œuvre de programmes de coopération au développement.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

CONTEXTE

Cette capitalisation porte sur la mise en place et la mise en œuvre des plans de formation continue dans quatre écoles techniques agrovétérinaires du territoire de Walungu (ITA Cihirano, ITA Muku, ITA Karhagwa et ITV Maka), sur la période 2022–2026. Elle s'inscrit dans le cadre du programme Systèmes Alimentaires Durables (SAD), mis en œuvre par Louvain Coopération dans le programme UNI4COOP financé par la Direction Générale du Développement (DGD – Belgique). À Walungu, le volet relatif à l'éducation en entrepreneuriat et à l'insertion socioprofessionnelle bénéficie d'un financement spécifique de la Fondation AFLAM et du cofinancement d'OVO, avec une mise en œuvre assurée par FSKi et ASOP.

CONCEPT

Les plans de formation continue ont été conçus comme des outils structurants de développement professionnel des enseignants, visant à améliorer la qualité de l'enseignement technique et à renforcer le lien entre formation, pratiques et insertion socioprofessionnelle des jeunes.

PRINCIPES

L'approche repose sur trois principes clés : la participation des acteurs dans l'identification des besoins, la flexibilité dans la mise en œuvre pour s'adapter au contexte, et l'ancrage institutionnel à travers l'implication de l'Inspection Principale Provinciale de l'Enseignement (IPP).

MÉTHODOLOGIE

La capitalisation s'appuie sur une démarche participative combinant revue documentaire, entretiens, échanges collectifs et observations de terrain, permettant d'analyser à la fois les résultats et les mécanismes de changement.

CONSTATS CLÉS

Les plans de formation continue ont été élaborés de manière progressive et adaptés aux réalités des écoles. Leur mise en œuvre combine formations et accompagnement pratique, favorisant leur appropriation par les acteurs éducatifs.

EFFETS OBSERVÉS

Les enseignants ont amélioré leurs pratiques pédagogiques, notamment dans l'intégration des activités pratiques. Les écoles ont enregistré une augmentation des effectifs et une amélioration des résultats, ainsi qu'une participation accrue des filles, traduisant une meilleure attractivité et qualité de l'enseignement.

DÉFIS ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les principaux défis concernent la disponibilité des ressources, certaines limites dans la couverture des besoins de formation et les contraintes contextuelles, notamment sécuritaires et logistiques.

Il est recommandé de renforcer l'institutionnalisation des plans de formation continue, de consolider leur pilotage par les chefs d'établissement, de maintenir l'implication des services d'inspection et de poursuivre un accompagnement technique adapté.

CONCLUSION

Cette expérience montre que la formation continue des enseignants constitue un levier efficace pour améliorer la qualité de l'enseignement technique et favoriser l'insertion des jeunes, tout en pouvant inspirer d'autres projets similaires

INTRODUCTION

Le présent document s'inscrit dans le cadre de la capitalisation portant sur la mise en place des plans de formation continue dans quatre écoles techniques agrovétérinaires du territoire de Walungu, en province du Sud-Kivu (RDC), sur la période 2022–2026. Il répond aux Termes de Référence de l'étude relative aux dispositifs de formation continue des enseignants, mise en œuvre dans le cadre du programme Systèmes Alimentaires Durables (SAD).

La capitalisation se concentre principalement sur le Résultat 1 relatif aux plans de formation continue des enseignants, tout en intégrant les éléments liés à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes lorsqu'ils sont directement associés aux effets des formations. Elle est réalisée dans le cadre du projet « Rendre l'agroécologie, l'entrepreneuriat et l'insertion socioprofessionnelle inclusifs en République Démocratique du Congo », financé par la Direction Générale du Développement (DGD – Belgique) et mis en œuvre par Louvain Coopération.

À Walungu, le projet bénéficie d'un financement spécifique de la Fondation AFLAM pour le volet relatif au renforcement de l'éducation en entrepreneuriat et à l'insertion socioprofessionnelle des enfants et jeunes vulnérables, avec une mise en œuvre opérationnelle assurée par FSKi et ASOP, en collaboration avec les écoles partenaires.

Les écoles concernées sont l'ITA Ciherano, l'ITA Muku, l'ITA Karhagwa et l'ITV Maka. Dans ces établissements, les plans de formation continue ont été conçus comme des outils structurants visant à renforcer les compétences professionnelles et pédagogiques des enseignants, à améliorer la qualité des enseignements techniques et à soutenir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

La capitalisation vise à documenter le processus, à analyser les changements observés, à identifier les facteurs de succès et les limites, et à formuler des enseignements transférables, dans un contexte sécuritaire et institutionnel contraignant. Elle adopte une démarche analytique fondée sur la participation des acteurs, l'exploitation des données de suivi et la mise en perspective des expériences de terrain.

Il convient de rappeler que la responsabilité première de l'éducation des enfants et des jeunes en RDC relève de l'État congolais, à travers ses institutions compétentes. Les organisations non gouvernementales et les partenaires techniques et financiers interviennent en appui complémentaire, sans vocation à se substituer aux responsabilités nationales.

« Dans notre école, chaque enseignement théorique est systématiquement accompagné d'une mise en pratique. Dès 2024, alors que je n'étais qu'en première année de techniques vétérinaires, j'ai pu apprendre et réaliser la vaccination des volailles, six mois seulement après le début des cours », déclare une jeune fille de l'Institut Vétérinaire de Maka à Walungu

Le rapport est structuré autour de **6 objectifs spécifiques**, servant de fil conducteur à l'analyse thématique et débouchant sur des recommandations opérationnelles destinées aux différents acteurs impliqués, dans une logique d'amélioration continue des pratiques éducatives.



I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La présente capitalisation s'inscrit dans le cadre du programme Systèmes Alimentaires Durables (SAD) mis en œuvre en RDC pour la période 2022–2026, avec l'appui de Louvain Coopération, dans le cadre du programme quinquennal UNI4COOP financé par la DGD. Dans le territoire de Walungu, ce programme bénéficie d'un financement spécifique de la Fondation AFLAM, dédié au renforcement de l'éducation en entrepreneuriat et à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes des écoles techniques agropastorales, de Lotus Bakeries et la Fondation Lintrust au travers l'association Entrepreneurs pour Entrepreneurs (OVO) avec une mise en œuvre assurée par FSKi et ASOP.

Walungu est une zone principalement rurale où les activités agricoles et agropastorales constituent une source essentielle de subsistance. En République Démocratique du Congo, l'agriculture demeure le principal secteur d'activité, employant une large proportion de la population et constituant un levier central de rési-

lience économique (FAO, 2022). Les jeunes y font face à des contraintes importantes d'accès à l'emploi formel, dans un contexte marqué par un déficit d'opportunités économiques et une inadéquation entre formation et marché du travail (Banque mondiale, 2023). Cette situation renforce la pertinence de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat comme leviers d'autonomisation.

La mise en œuvre du projet s'est déroulée dans un contexte sécuritaire et socio-économique instable, particulièrement dans l'Est de la RDC, où les conflits armés continuent d'affecter les services sociaux de base, y compris le système éducatif (UNICEF, 2024). Ces contraintes ont accru le risque de décrochage scolaire et limité les perspectives d'insertion des jeunes (PNUD, 2023).

Malgré ces défis, les quatre écoles partenaires sont restées fonctionnelles...

II. METHODOLOGIE

La présente capitalisation repose sur une démarche analytique et participative, visant à comprendre les transformations induites par la mise en œuvre des plans de formation continue dans les écoles techniques agrovétérinaires du territoire de Walungu. Elle s'inscrit dans une logique de gestion des savoirs, en mobilisant les données issues du suivi du projet pour analyser les changements observés, dégager des enseignements et éclairer les perspectives d'amélioration et de pérennisation du dispositif.

2.1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE GÉNÉRALE

L'approche adoptée est celle d'une **capitalisation d'expérience centrée sur l'analyse du processus de mise en œuvre, des résultats observés et des enseignements tirés**. Elle permet d'aller au-delà de la simple description des activités pour mettre en évidence les logiques d'action, les facteurs de succès et les limites rencontrées. Cette approche combine des méthodes qualitatives et quantitatives, dans une perspective de triangulation des données, afin d'assurer une lecture fiable et nuancée des effets du dispositif de formation continue dans un contexte éducatif et sécuritaire contraint.

2.2. ORGANISATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION ET DE CAPITALISATION

La production de la présente capitalisation repose sur une collaboration structurée entre les différents acteurs impliqués dans le projet.

Les données mobilisées proviennent principalement des activités de mise en œuvre, de suivi et de documentation réalisées par les partenaires opérationnels (FSKi et ASOP), en lien avec les établissements scolaires et les acteurs institutionnels de l'enseignement.

Le travail d'analyse, de structuration et de rédaction a été assuré par un consultant indépendant, garantissant

une prise de recul analytique et une mise en cohérence des informations collectées. Ce processus a été encadré par des échanges réguliers avec les partenaires, permettant de consolider la qualité et la fiabilité des données, tout en préservant l'indépendance de l'analyse.

Louvain Coopération a apporté un appui méthodologique visant à assurer l'alignement du processus avec les objectifs du programme Systèmes Alimentaires Durables (SAD) et les exigences en matière de capitalisation, dans une logique de valorisation des connaissances produites.

2.3. CHAMP D'INVESTIGATION

La capitalisation couvre quatre écoles techniques agro-vétérinaires du territoire de Walungu (ITA Cihirano, ITA Muku, ITA Karhagwa et ITV Maka), situées dans des contextes géographiques variés, allant de zones périur-



baines à des zones rurales plus enclavées.

Elle porte sur l'ensemble de la période de mise en œuvre du projet, de 2022 à 2026.

L'analyse prend également en compte, lorsque pertinent, l'environnement des bénéficiaires, notamment les conditions dans lesquelles les enseignants appliquent les compétences acquises et les modalités d'insertion socioprofessionnelle des élèves.

Ci-dessous la carte géographique de la Collectivité de Ngweshe en Territoire de Walungu où figurent les sites des écoles partenaires bénéficiaires du projet.

2.4. MÉTHODES DE COLLECTE DES DONNÉES

La collecte des données repose sur une combinaison de sources et de méthodes :

- revue documentaire des documents programmatiques, plans de formation continue, rapports et référentiels pédagogiques ;
- entretiens individuels avec des acteurs clés (chefs d'établissement, enseignants, partenaires et responsables institutionnels) ;
- échanges collectifs avec enseignants, élèves et parents ;
- visites de terrain dans les écoles et les unités de démonstration et de production.

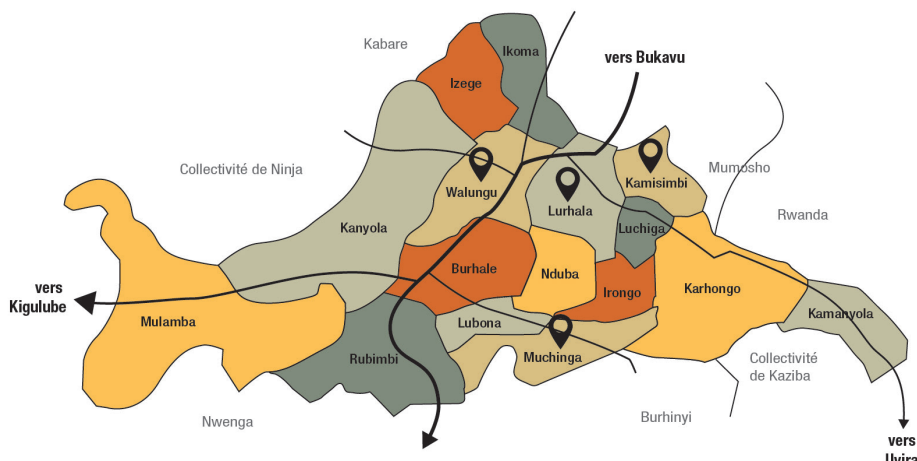
Cette diversité des sources a permis de croiser les informations et de renforcer la fiabilité des constats établis.

2.5. ANALYSE ET LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Les données collectées ont fait l'objet d'une analyse thématique, combinant l'exploitation des informations qualitatives et des données quantitatives disponibles. Cette approche a permis d'identifier les principaux changements observés, d'en comprendre les mécanismes et d'en dégager des enseignements transférables.

Les résultats ont été structurés en fonction des objectifs de la capitalisation, en intégrant les contraintes contextuelles liées notamment à l'accès au terrain, à la disponibilité des acteurs et à l'évolution du contexte sécuritaire.

Bien que ces contraintes aient nécessité certains ajustements dans la collecte des données, elles n'ont pas remis en cause la cohérence globale de l'analyse. Elles ont été prises en compte dans l'interprétation des résultats, afin de garantir une lecture équilibrée et rigoureuse des effets observés.



III. OBJECTIFS

OBJECTIF GLOBAL

Contribuer à l'accès à un enseignement technique et professionnel de qualité et à l'insertion socioprofessionnelle des enfants et jeunes vulnérables, filles et garçons, du territoire de Walungu.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

La capitalisation vise à :

1. Documenter et analyser le processus de mise en place des plans de formation continue (2022–2026) ;
2. Évaluer l'impact des formations continues sur les compétences des enseignants et la qualité de l'enseignement ;
3. Capitaliser les témoignages et retours d'expérience des parties prenantes ;
4. Identifier les facteurs de succès et les défis rencontrés ;
5. Analyser les modalités d'appropriation et de pérennisation des plans ;
6. Formuler des recommandations opérationnelles par acteur.

IV. ANALYSE THÉMATIQUE

L'analyse des résultats met en évidence les effets structurants des plans de formation continue sur les pratiques pédagogiques, la dynamique des écoles et les perspectives d'insertion des jeunes, en s'appuyant sur les données quantitatives et qualitatives collectées au cours de la mise en œuvre.

4.1. MISE EN PLACE DES PLANS DE FORMATION CONTINUE

La mise en place des plans de formation continue dans les écoles techniques agrovétérinaires du territoire de Walungu révèle une démarche progressive, structurée et ancrée dans les réalités du terrain. Elle s'est appuyée sur une **approche participative** impliquant les principaux acteurs du système éducatif, notamment les chefs d'établissement, les enseignants, les partenaires de mise en œuvre (FSKi et ASOP), ainsi que l'Inspection Principale Provinciale de l'Enseignement (IPP).

Le processus a débuté par une identification participative des besoins de formation au niveau de chaque établissement. Cette étape a permis de prendre en compte les spécificités des disciplines enseignées, le niveau de qualification des enseignants et les exigences des référentiels pédagogiques en vigueur. Sur cette base, des plans de formation continue propres à chaque école ont été élaborés selon un canevas harmonisé, tout en conservant une **flexibilité** permettant leur adaptation aux contextes locaux.

La mise en œuvre de ces plans s'est déroulée de manière progressive sur la période 2022–2026, à travers une combinaison de formations modulaires planifiées et d'activités d'accompagnement sur le terrain. Cette approche a permis d'ajuster les contenus en fonction des besoins émergents et des contraintes contextuelles, notamment celles liées à l'environnement sécuritaire.

Par ailleurs, les plans de formation continue ont été régulièrement actualisés, renforçant leur **caractère dynamique et opérationnel**. Ils ont ainsi évolué d'un simple outil de planification vers un instrument de pilotage pédagogique utilisé par les équipes éducatives.

L'analyse met en évidence que l'approche participative et flexible adoptée constitue un facteur déterminant de succès. Elle a favorisé une **appropriation** progressive des plans par les écoles, tout en facilitant leur intégration dans les pratiques pédagogiques et organisationnelles. Elle a également permis de maintenir la pertinence du dispositif dans un contexte marqué par des contraintes multiples.

Dans cette perspective, les plans de formation continue apparaissent comme un levier structurant du ren-

forcement du système éducatif technique local, en contribuant à institutionnaliser la formation continue des enseignants et à améliorer durablement la qualité de l'enseignement.

4.2. CONTENUS ET DISPOSITIFS DE FORMATION

Les formations mises en œuvre dans le cadre des plans de formation continue ont été conçues de manière à répondre aux besoins spécifiques des établissements accompagnés, tout en s'inscrivant dans les orientations du système éducatif national. Elles ont constitué un levier central de renforcement des compétences des enseignants et d'amélioration de la qualité des enseignements techniques.

4.2.1. Contenus et évolution des formations

Les contenus des formations ont été définis sur la base d'une identification participative des besoins, en tenant compte des disciplines enseignées, du niveau de qualification des enseignants et des exigences pédagogiques en vigueur. Ils se sont structurés autour de thématiques clés, notamment la didactique, l'entrepreneuriat, l'agropastoralisme et l'agroécologie.

L'évolution des modules de formation sur la période 2022–2026 met en évidence une progression des priorités pédagogiques, allant d'un renforcement des bases organisationnelles et didactiques vers des approches plus spécialisées et professionnalisantes. Cette dynamique traduit une montée en compétences des enseignants ainsi qu'une adaptation continue aux réalités du terrain.

Au total, **72 enseignants** ont été formés à travers une moyenne annuelle de 4-5 sessions. Les modules abordés incluent :

- Didactique des enseignements techniques
- Entrepreneuriat agricole
- Agropastoralisme et agroécologie
- Techniques de laboratoire pour la prévention et la gestion des infections
- Macro-propagation du bananier dans la lutte contre le flétrissement bactérien, etc.
- Sciences de la vie et de la terre
- Résolution des conflits en milieu scolaire et familial
- Police sanitaire et législation environnementale

Ces formations ont permis de renforcer les compétences pédagogiques et techniques des enseignants, en lien avec les besoins identifiés dans les établissements.

Les principaux modules de formation ainsi que les supports pratiques y associés sont présentés en Annexe 1.

4.2.2. Dispositifs pédagogiques

Le dispositif de formation continue s'est appuyé sur des modalités diversifiées, combinant des formations modulaires planifiées, des apprentissages pratiques et des approches d'échange entre pairs. Cette combinaison a permis de renforcer l'efficacité des apprentissages et de faciliter leur appropriation par les enseignants.

L'utilisation des unités pédagogiques d'apprentissage a constitué un mécanisme structurant du dispositif. Ces espaces ont favorisé le partage d'expériences, l'harmonisation des pratiques pédagogiques et le développement de compétences techniques en lien avec les référentiels nationaux. Ils ont ainsi contribué à structurer et à institutionnaliser une dynamique de formation continue au sein des établissements.

Le service (cellule) de formation (SERNAFOR) prévus traditionnellement comme espaces d'échange pédagogique entre enseignants existe mais son fonctionnement est resté limité. Cette situation s'explique notamment par des contraintes organisationnelles, la disponibilité limitée des ressources et un accompagnement insuffisant. Cela met en évidence la difficulté d'institutionnaliser durablement ces espaces sans un encadrement structuré et continu et souligne la nécessité de renforcer l'accompagnement de ces dispositifs.



Une photo de réunion d'échanges entre les participants¹ à la mission dans le bureau du préfet de l'ITA Karhagwa « le lycée d'accueil de la mission ce jour.

¹ De gauche à droite, M. Salvator (FSKi), M. Rwizibuka (l'inspecteur principal provincial adjoint en charge des écoles techniques au sein de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique - EPST), M. Olivier (LC), Mme Joelle (LC), M. Landry (ASOP), Mme Armande (ASOP), M. Janvier (préfet de l'école d'accueil).

« Les appuis du programme SAD contribuent à améliorer l'enseignement technique dans les écoles visitées. On observe une meilleure utilisation des unités de démonstration comme supports d'apprentissage et un encadrement plus structuré des élèves. Les unités ne servent plus seulement à produire, elles deviennent progressivement de véritables outils pédagogiques. Ces évolutions restent encore en consolidation, mais elles vont dans le sens des attentes du nouveau système éducatif de l'Etat congolais. » (Inspecteur Rwizibuka Baltazar)

Par ailleurs, les formations organisées directement dans les écoles (« sur le tas ») ont permis d'ancrer les apprentissages dans des situations réelles, renforcer cette cellule, en facilitant l'application immédiate des compétences acquises. Cette approche a renforcé la pertinence et l'efficacité du dispositif de formation.

4.2.3. Limites et besoins non couverts

L'analyse des formations réalisées met également en évidence l'existence de **besoins non couverts**, malgré les efforts déployés. Certains thèmes techniques et spécialisés, notamment en génie rural, en gestion comptable agricole ou en utilisation des équipements, n'ont pas pu être abordés dans leur intégralité.

Ces limites s'expliquent principalement par des contraintes logistiques, financières et contextuelles, qui ont restreint la couverture complète des besoins exprimés par les établissements. Elles mettent en évidence des axes d'amélioration pour les interventions futures, en vue de renforcer l'adéquation entre les besoins des écoles et l'offre de formation.

Dans l'ensemble, les dispositifs de formation mis en place apparaissent comme pertinents et adaptés, ayant permis une transformation progressive des pratiques pédagogiques, tout en posant les bases d'un système de formation continue structuré et évolutif.

4.3 APPUIS COMPLÉMENTAIRES À LA FORMATION

En complément des activités de formation, plusieurs appuis matériels et techniques ont été apportés aux écoles et aux bénéficiaires, constituant un levier essentiel de renforcement du dispositif global. Ces appuis ont permis de créer les conditions nécessaires à la mise en pratique des compétences acquises et à leur ancrage dans des situations réelles.

Les interventions ont notamment porté sur la dotation en **équipements pédagogiques**, le développement des **unités de démonstration et de production**, ainsi que la mise en place de dispositifs de soutien à l'**insertion socioprofessionnelle** des élèves. Ces éléments ont contribué à améliorer l'environnement d'apprentissage et à renforcer la dimension pratique des enseignements.

L'analyse montre que l'intégration de ces appuis a favorisé une meilleure articulation entre formation théorique et pratique. En offrant aux enseignants et aux élèves des supports concrets d'apprentissage, ils ont permis de renforcer l'efficacité des formations et de faciliter l'appropriation des compétences techniques.

Par ailleurs, les **kits de réinsertion socioprofessionnelle** ont constitué un mécanisme clé de transition entre la formation scolaire et l'activité économique. En permettant aux jeunes formés d'initier des activités génératrices de revenus, ce dispositif a contribué à renforcer leur autonomisation et à valoriser les acquis de la formation.

Les **unités de démonstration et de production** ont également joué un rôle déterminant dans le dispositif, en servant de supports pédagogiques permanents. Elles ont offert aux élèves des opportunités d'apprentissage pratique, tout en contribuant à la professionnalisation progressive des formations techniques.

Toutefois, l'analyse met en évidence des résultats contrastés selon les filières et les contextes, soulignant l'importance d'un accompagnement technique continu et d'une gestion adaptée pour garantir la durabilité de ces appuis. Dans l'ensemble, ces appuis apparaissent comme un facteur structurant de la transformation observée, en renforçant l'impact des formations et en consolidant le lien entre enseignement, pratique et insertion socioprofessionnelle.

Les informations détaillées relatives à la répartition des bénéficiaires des kits, à l'évolution des unités de démonstration et de production, ainsi qu'aux appuis en élevage sont présentées respectivement en Annexes 4, 5

4.4 EFFETS ET CHANGEMENTS OBSERVÉS

La mise en œuvre des plans de formation continue et des appuis associés a généré des **changements significatifs** à différents niveaux du système éducatif technique, notamment chez les enseignants, les élèves et les établissements scolaires.

4.4.1. Effets sur les enseignants

Les formations continues ont constitué un **levier décisif** de renforcement des compétences des enseignants, tant sur le plan technique que pédagogique. Elles ont favorisé une évolution des pratiques vers des approches plus interactives, centrées sur la participa-

tion des apprenants et l'intégration des activités pratiques.

L'utilisation accrue des supports pédagogiques, notamment les unités de démonstration et de production, a permis d'améliorer la structuration des cours et la cohérence entre enseignements théoriques et pratiques. Ces transformations traduisent une **professionnalisation progressive** des pratiques enseignantes.

4.4.2. Effets sur les élèves

Ces évolutions ont eu des **effets directs** sur les élèves, qui bénéficient désormais d'un apprentissage plus concret, mieux adapté aux réalités du terrain et davantage orienté vers l'**insertion socioprofessionnelle**.

L'accès aux activités pratiques et aux dispositifs d'appui, notamment les kits de réinsertion, a renforcé leur motivation et leur engagement, tout en favorisant le développement de **compétences entrepreneuriales** et leur **capacité à initier** des activités génératrices de revenus.

Les résultats montrent également une progression notable de la participation et de la réussite des filles, traduisant une amélioration de l'accès équitable à la formation technique. Par ailleurs, les dispositifs d'accompagnement ont facilité la transition entre la formation et l'insertion économique des jeunes, témoignant d'un impact au-delà du cadre scolaire.



Photo de Cécile Mbone Kashemwa, diplômée de Karhagwa en 2025.

« Je pense que j'ai beaucoup de chance. L'école m'a donné une base solide en techniques d'élevage des porcs. À la maison, j'avais déjà un porcelet, et le projet AFLAM a renforcé mon élevage avec deux géniteurs (truies). L'expérience de mon père m'aide à mieux comprendre et à bien pratiquer. Les enseignants nous rendent régulièrement visite pour nous conseiller et nous corriger, ce qui m'aide beaucoup à progresser. J'espère continuer à apprendre à la fois de mon père et des enseignants aussi (tant qu'ils seront accessibles) pour bien développer mon activité. » (Cécile, mars 2026)

4.4.3. Effets sur les écoles

Au niveau des établissements, les effets se traduisent par une amélioration de la qualité de l'enseignement et une augmentation de l'attractivité des écoles techniques accompagnées.

Au niveau des établissements, les effets se traduisent par une **amélioration de la qualité** de l'enseignement et une augmentation de l'**attractivité** des écoles techniques accompagnées.

La progression de la participation et de la réussite des filles constitue un indicateur important de transformation, mettant en évidence un impact positif en matière d'**inclusion** et d'**équité**.

Cette dynamique s'observe dans des contextes variés, y compris dans des zones plus enclavées, où les interventions ont contribué à renforcer l'offre éducative et la stabilité du fonctionnement scolaire. L'amélioration des pratiques pédagogiques et la disponibilité accrue des ressources ont également renforcé le rôle des équipes éducatives dans le pilotage des activités scolaires.

La progression des effectifs et l'amélioration des résultats traduisent un regain de confiance des communautés envers ces établissements. Par ailleurs, la participation et la réussite accrues des filles constituent un indicateur important de transformation, mettant en évidence un impact positif en matière d'**inclusion** et d'**équité**.

4.4.4. Analyse par école

Les niveaux d'appropriation ont varié selon les écoles, en fonction du niveau d'engagement des équipes éducatives, de la stabilité du personnel et de l'environnement local :

École	Niveau d'appropriation	Observation
ITA Ciherano	Élevé	Bonne structuration des unités de production, forte implication des enseignants et suivi pédagogique régulier
ITA Karhagwa	Moyen à élevé	Fonctionnement régulier des unités et appropriation progressive avec appui des partenaires
ITV Maka	Élevé	Dynamique pédagogique forte, bonne utilisation des unités et développement d'initiatives économiques
ITA Muku	Moyen	Appropriation limitée par des contraintes contextuelles, mais engagement des enseignants et reprise progressive

Ces différences mettent en évidence le rôle déterminant du leadership des équipes éducatives, de la stabilité institutionnelle et des conditions contextuelles dans l'appropriation des dispositifs de formation continue.

4.4.5. Lecture transversale

Dans l'ensemble, ces effets montrent que la combinaison des formations continues et des appuis matériels a joué un rôle structurant dans la transformation du système éducatif technique local.

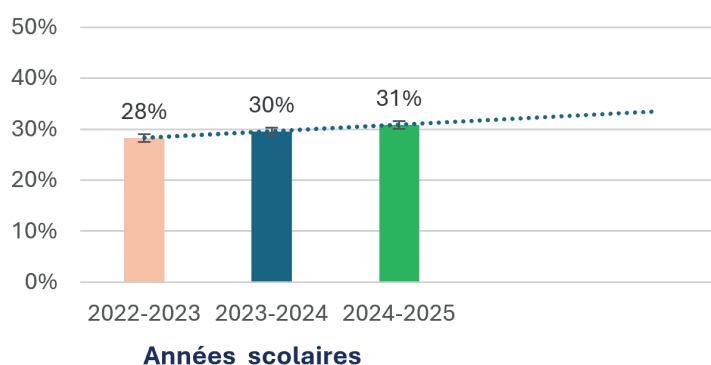
Ils indiquent qu'un **investissement ciblé** dans les compétences des enseignants, associé à des dispositifs pratiques adaptés, permet de produire des effets mesurables sur la qualité de l'enseignement, l'attractivité des écoles et les perspectives d'insertion des jeunes.

4.5 ANALYSE DES DONNÉES QUANTITATIVES (DONNÉES INTERPRÉTÉES)

Les données quantitatives collectées dans le cadre de la mise en œuvre du projet permettent de mettre en évidence des tendances significatives en matière d'évolution des effectifs scolaires, des résultats académiques et des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle.

Les données détaillées sur l'évolution des effectifs scolaires sont présentées en Annexe 2.

Progression du nombre des filles inscrites en 1ère année dans la filière agrovétérinaire



L'analyse des effectifs montre une progression continue du nombre d'élèves au sein des écoles techniques accompagnées, passant de **401 élèves** en 2021-2022 à **827** en 2025-2026. Cette évolution correspond à une augmentation de plus de 100%, traduisant une **amélioration de l'attractivité** des établissements bénéficiaires et une confiance accrue des communautés envers la qualité de l'enseignement proposé.

La dynamique observée est particulièrement marquée chez les filles, dont **la proportion est passée d'environ 28% à plus de 40%** sur la période. Cette progression met en évidence un impact positif du projet en matière d'inclusion et de réduction des inégalités d'accès à l'éducation technique, traditionnellement moins accessible aux jeunes filles.

En ce qui concerne les résultats académiques, les données montrent une amélioration significative du nombre de finalistes et des taux de réussite aux examens d'État. Le nombre de candidats est passé de 54 à 102 entre 2022 et 2025, soit une **augmentation de 87%**, tandis que les résultats de réussite se sont également améliorés de manière notable.

Cette évolution est particulièrement significative chez les filles, dont le **taux de réussite est passé de 50% à près de 96%**. Ces résultats traduisent non seulement une amélioration de la qualité de l'encadrement pédagogique, mais également une meilleure adaptation des apprentissages aux besoins des élèves.

Par ailleurs, les données relatives aux dispositifs d'insertion socioprofessionnelle montrent que 48 jeunes, soit **96% de la cible prévue**, ont bénéficié de kits de réinsertion, avec une répartition relativement équilibrée entre filles et garçons. Ce niveau de réalisation témoigne de l'efficacité opérationnelle du dispositif et de sa capacité à atteindre les bénéficiaires ciblés.

L'analyse de ces données met en évidence que les appuis combinés en formation et en accompagnement pratique ont permis de créer une dynamique positive au sein des écoles, se traduisant à la fois par une amélioration des indicateurs éducatifs et par un renforcement des perspectives d'insertion des jeunes.

Dans l'ensemble, les données quantitatives confirment les tendances observées qualitativement et renforcent

l'idée que les plans de formation continue, lorsqu'ils sont associés à des appuis adaptés, constituent un levier efficace de transformation du système éducatif technique.

4.6. ANALYSE DES DONNÉES QUALITATIVES

L'analyse des données qualitatives, issues des échanges avec les enseignants, les élèves, les parents et les partenaires, permet de mieux comprendre les mécanismes à l'origine des changements observés.

L'évolution des résultats aux examens d'État est détaillée en Annexe 3.

Les **enseignants** attribuent l'amélioration de leurs pratiques pédagogiques à la **pertinence des formations reçues** et à leur caractère directement applicable. Ils soulignent notamment l'utilité des approches pratiques et des dispositifs d'accompagnement, qui facilitent l'intégration des acquis dans leurs activités d'enseignement.

« Les enseignants des écoles partenaires et leurs chefs d'établissement bénéficient des formations continues sur base des besoins évalués pour chaque école pendant toute la durée du projet » est l'un des indicateurs du projet.

« FSKi/ASOP a établi un partenariat avec notre école, dont les effets sont significatifs. Nous avons bénéficié de formations qui ont renforcé nos compétences, et nos pratiques pédagogiques se sont sensiblement améliorées. Ces évolutions ont contribué à de meilleurs résultats aux examens d'État. Le projet nous a également appuyés en matériels didactiques (manuels, microscopes). L'accès à la connexion Internet facilite non seulement la recherche, mais aussi les échanges d'expériences entre les écoles impliquées. » Innocent Mushagalusa, enseignant technique à l'ITA Ciherano.

Du point de vue des **élèves**, les **activités pratiques**, les **unités de démonstration** et les **dispositifs d'appui à l'insertion** sont perçus comme des éléments déterminants. Ils permettent de relier les apprentissages théoriques à des situations concrètes, renforçant ainsi la compréhension et la motivation.

« Grâce à la vente des porcins issus de l'appui de FSKi/ASOP, j'ai pu lancer une activité génératrice de revenus en ouvrant un publiphone et en vendant des unités de communication. Aujourd'hui, je parviens à couvrir certains de mes besoins sans dépendre de mes parents. » une diplômée de l'ITV Maka.

Les **parents**, quant à eux, expriment une confiance accrue envers les écoles techniques accompagnées, en raison des **perspectives d'insertion socioprofessionnelle** qu'elles offrent. Cette évolution des perceptions contribue à renforcer la fréquentation scolaire et l'adhésion communautaire.

Par ailleurs, les interactions entre les différents **acteurs** ont joué un rôle clé dans la dynamique observée. Les **mécanismes d'échange, de collaboration et de suivi** ont permis de consolider les pratiques, d'adapter les interventions et de maintenir la cohérence du dispositif dans un contexte contraignant.

Cependant, les acteurs soulignent également certaines limites liées aux contraintes sécuritaires, logistiques et économiques, qui influencent la régularité et l'intensité des actions. Ces éléments mettent en évidence la nécessité d'un accompagnement continu pour consolider les acquis.

Ainsi, les données qualitatives montrent que les changements observés résultent non seulement des activités mises en œuvre, mais aussi de leur appropriation par les acteurs et de leur adaptation aux réalités locales.

V. FACTEURS DE SUCCÈS ET DÉFIS

L'analyse de la mise en œuvre des plans de formation continue met en évidence un ensemble de facteurs ayant favorisé l'atteinte des résultats, ainsi que des défis ayant influencé le rythme et l'ampleur des changements observés.

5.1. FACTEURS DE SUCCÈS

Plusieurs éléments, par ordre d'importance ci-dessus résumés, ont contribué de manière capitale à la réussite du dispositif.

1. En premier lieu, l'implication active de l'Inspection Principale Provinciale de l'Enseignement (IPP) a permis de renforcer l'ancrage institutionnel des plans de formation continue, facilitant leur intégration dans le fonctionnement normal des établissements scolaires.
2. L'approche participative adoptée dans l'élaboration des plans a également favorisé leur appropriation progressive par les chefs d'établissement et les enseignants. Cette dynamique a permis d'adapter les contenus aux besoins réels des écoles et de renforcer l'engagement des acteurs.
3. Par ailleurs, la combinaison de formations théoriques et d'activités pratiques, adossées aux unités de démonstration et de production, a constitué un facteur clé d'efficacité. Elle a permis de renforcer la pertinence des apprentissages et leur application concrète.
4. L'accompagnement technique rapproché assuré par les partenaires opérationnels (FSKi et ASOP) a également joué un rôle central, en garantissant un suivi régulier, une adaptation continue des activités et une meilleure coordination des interventions.
5. Enfin, la flexibilité dans la mise en œuvre des activités a permis de s'adapter aux contraintes contextuelles, notamment sécuritaires et logistiques, contribuant ainsi à la continuité des actions.

5.2. DÉFIS RENCONTRÉS

Malgré ces avancées, plusieurs défis par ordre d'importance ci-dessus résumés ont été identifiés au cours de la mise en œuvre.

1. Le premier défi concerne le **contexte sécuritaire instable**, qui a parfois limité l'accès à certaines zones et perturbé la régularité des activités.
2. Les **contraintes logistiques et de mobilité** ont également affecté la mise en œuvre des formations, notamment dans les zones les plus enclavées, où l'accès aux ressources et aux infrastructures reste limité.
3. Par ailleurs, l'implication des établissements a été variable selon les périodes et les contextes, influençant la dynamique de mise en œuvre des plans.
4. Enfin, les ressources disponibles n'ont pas toujours permis de couvrir l'ensemble des besoins de formation exprimés, en particulier pour certaines thématiques techniques spécialisées.

5.3. LECTURE TRANSVERSALE

L'analyse croisée de ces éléments montre que **les facteurs de succès reposent principalement sur l'ancrage institutionnel, l'appropriation locale et l'adaptation au contexte**, tandis que les défis sont liés à des contraintes structurelles et environnementales.

Ces résultats soulignent l'importance de combiner une approche flexible, participative et institutionnalisée pour assurer la continuité et l'efficacité des interventions dans des contextes fragiles.

VI. APPROPRIATION ET PÉRENNISATION DES ACQUIS

L'analyse de la mise en œuvre des plans de formation continue met en évidence une appropriation progressive du dispositif par les acteurs locaux, ainsi que des perspectives encourageantes en matière de pérennisation des acquis.

6.1. APPROPRIATION PAR LES ACTEURS

L'implication des chefs d'établissement et des enseignants dès les phases d'identification des besoins et d'élaboration des plans de formation a favorisé une appropriation progressive du dispositif. Dans plusieurs écoles, ces plans sont désormais utilisés comme des outils internes de planification et d'amélioration des pratiques pédagogiques.

L'engagement de l'Inspection Principale Provinciale de l'Enseignement (IPP) a également contribué à renforcer cette appropriation, en assurant un cadre institutionnel et en intégrant les formations dans la dynamique du système éducatif formel.

Par ailleurs, les interactions régulières entre les acteurs (enseignants, équipes de direction, partenaires techniques) ont permis de consolider les acquis et de renforcer la cohérence des pratiques pédagogiques.

6.2. FACTEURS DE PÉRENNISATION

Plusieurs éléments favorisent la durabilité des acquis du projet. **L'intégration des pratiques pédagogiques améliorées dans le fonctionnement quotidien des écoles constitue un premier indicateur de pérennisation.**

Les unités de démonstration et de production jouent également un rôle important, en tant que supports permanents d'apprentissage pratique et de maintien des compétences techniques.

L'ancrage institutionnel du dispositif, soutenu par l'IPP et les partenaires, contribue à limiter le risque de rupture après la fin du projet. De plus, la dynamique d'apprentissage entre pairs et le partage d'expériences entre écoles renforcent la continuité des pratiques.

6.3. LIMITES ET CONDITIONS DE DURABILITÉ

Malgré les perspectives positives observées, la pérennisation des acquis demeure influencée principalement par des facteurs d'ordre structurel et contextuel, davantage que par les capacités des acteurs locaux, qui ont démontré une forte résilience, un bon niveau de compétence et une capacité d'organisation.

- En premier lieu, la disponibilité et la continuité des ressources financières et matérielles constituent un enjeu déterminant pour la durabilité du dispositif, notamment en ce qui **concerne la maintenance des équipements et le renouvellement des appuis nécessaires** au maintien des activités pédagogiques pratiques.
- Ensuite, dans certaines écoles, le **manque (rareté) d'enseignants qualifiés** pousse à utiliser d'anciens élèves (finalistes) comme appui. Cela montre une bonne capacité d'adaptation des écoles, mais pose aussi des questions sur la qualité durable de l'enseignement.
- Par ailleurs, la **stabilité des équipes éducatives** est importante pour maintenir les bonnes pratiques, même si les enseignants restent engagés.
- Enfin, **le contexte sécuritaire et économique reste difficile** et peut perturber les activités.

Dans l'ensemble, les bases d'un système durable sont déjà posées. Mais pour que cela continue dans le temps, il faut un soutien régulier et un environnement plus stable.

VII. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

L'analyse de la mise en œuvre des plans de formation continue met en évidence plusieurs enseignements clés, susceptibles d'éclairer la conception et la mise en œuvre de futures interventions dans le domaine de l'enseignement technique :

1. **L'implication des acteurs dès les phases d'identification des besoins et d'élaboration** des plans de formation constitue un facteur déterminant pour assurer leur appropriation et leur pertinence. Une approche participative permet d'adapter les interventions aux réalités spécifiques des établissements et de renforcer l'engagement des équipes éducatives.
2. La **combinaison de formations théoriques et de dispositifs pratiques** (unités de démonstration, activités sur le terrain) apparaît essentielle pour renforcer l'efficacité des apprentissages. Cette articulation favorise une meilleure intégration des connaissances et leur application concrète.
3. Les appuis matériels et techniques jouent **un rôle clé dans la transformation des pratiques pédagogiques**. En soutenant la mise en pratique des compétences acquises, ils renforcent l'impact des formations et facilitent l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires.
4. Dans un contexte marqué par des contraintes sécuritaires et logistiques, la **flexibilité opérationnelle** constitue un facteur essentiel de réussite. Elle permet d'adapter les activités aux réalités du terrain et d'assurer la continuité des interventions.
5. L'implication des autorités éducatives, notamment l'Inspection Principale Provinciale de l'Enseignement (IPP), contribue à renforcer la légitimité et la durabilité du dispositif. Cet **ancrage institutionnel** facilite l'intégration des pratiques dans le système éducatif formel.
6. La progression de la participation et de la réussite des filles met en évidence l'importance d'intégrer une **approche sensible au genre**. Les interventions doivent continuer à promouvoir l'équité dans l'accès à la formation technique et à renforcer les mécanismes favorisant l'inclusion.
7. Le **suivi post-formation des bénéficiaires**, surtout pour leur insertion professionnelle, est très important pour renforcer les acquis. Il aide les jeunes à passer de la formation à une activité génératrice de revenus et contribue à assurer la durabilité des résultats.

Dans l'ensemble, ces enseignements soulignent qu'une approche intégrée, combinant formation, appuis pratiques, accompagnement et ancrage institutionnel, est essentielle pour générer des transformations durables dans le système éducatif technique.

VIII. RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES

Au regard des résultats obtenus et des enseignements tirés, des recommandations opérationnelles sont formulées afin de consolider les acquis et de renforcer durablement l'efficacité des interventions au sein du système éducatif technique.

À L'ATTENTION DES AUTORITÉS ÉDUCATIVES (IPP ET EPST)

- Il est recommandé de renforcer l'institutionnalisation des plans de formation continue en les intégrant de manière systématique dans les mécanismes officiels de pilotage pédagogique. L'IPP pourrait également jouer un rôle accru dans le suivi et l'évaluation régulière de leur mise en œuvre.
- Par ailleurs, il serait pertinent de promouvoir la diffusion des bonnes pratiques identifiées dans les écoles accompagnées vers d'autres établissements, afin d'élargir l'impact du dispositif.

À L'ATTENTION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

- Les écoles sont encouragées à maintenir et à actualiser régulièrement leurs plans de formation continue, en les adaptant aux besoins évolutifs des enseignants et des élèves.
- Il est également recommandé de renforcer l'exploitation pédagogique des unités de démonstration et de production, en les intégrant pleinement dans les activités d'apprentissage. Le partage d'expériences entre établissements pourrait également être développé, afin de favoriser l'apprentissage entre pairs.

À L'ATTENTION DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE (FSKI, ASOP, LC)

- Les partenaires sont invités à poursuivre les actions d'accompagnement technique, en mettant l'accent sur le suivi continu des enseignants et des établissements.

- Il est également recommandé de renforcer le soutien à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, notamment à travers des mécanismes complémentaires (coaching, accès au financement, suivi post-formation).
- Par ailleurs, une capitalisation continue des expériences devrait être encouragée, afin d'alimenter les processus d'apprentissage institutionnel et d'amélioration des interventions.

À L'ATTENTION DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- Les partenaires techniques et financiers sont encouragés à soutenir des approches intégrées combinant formation, appuis matériels et accompagnement, qui ont démontré leur efficacité dans le cadre de ce projet.
- Il serait également pertinent d'investir dans des interventions à plus long terme, permettant de consolider les acquis et d'assurer la durabilité des dispositifs de formation continue.

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES

- Il apparaît nécessaire de renforcer la prise en compte des dimensions transversales, notamment l'inclusion et l'équité de genre, afin de garantir un accès élargi à la formation technique.
- De plus, une attention particulière devrait être accordée à l'adaptation des interventions aux contextes locaux, notamment dans les zones enclavées ou affectées par des contraintes sécuritaires.
- Enfin, le renforcement des mécanismes de suivi et d'évaluation permettra de mieux mesurer les effets des interventions et d'orienter les prises de décision futures.

CONCLUSION

La mise en œuvre des plans de formation continue dans les écoles techniques agrovétérinaires du territoire de Walungu a permis de générer des changements significatifs en matière de pratiques pédagogiques, de qualité de l'enseignement et de perspectives d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

L'approche adoptée, fondée sur la participation des acteurs, la combinaison entre formation et appuis pratiques, ainsi que l'accompagnement continu, s'est révélée pertinente et adaptée au contexte. Elle a permis de renforcer les compétences des enseignants, d'améliorer l'apprentissage des élèves et de dynamiser le fonctionnement des établissements.

Les résultats obtenus mettent en évidence qu'un investissement ciblé dans la formation continue, associé à des dispositifs pratiques et à un ancrage institutionnel, peut contribuer de manière significative à la transformation du système éducatif technique, même dans un contexte contraint.

Malgré cela, la consolidation des acquis reste liée à des facteurs structurels et contextuels, notamment la disponibilité des ressources, la stabilité des équipes et l'environnement sécuritaire. Ces éléments soulignent l'importance de maintenir un accompagnement adapté et de renforcer les mécanismes institutionnels pour assurer la durabilité du dispositif.

En définitive, cette expérience confirme que la formation continue des enseignants constitue un levier stratégique pour améliorer la qualité de l'enseignement technique et favoriser l'insertion des jeunes et peut inspirer d'autres projets similaires.

RÉFÉRENCES

1. FAO (2022). Situation de l'agriculture en République Démocratique du Congo. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
2. Banque mondiale (2023). République Démocratique du Congo – Emploi des jeunes et transformation économique.
3. UNICEF (2024). Éducation en situation d'urgence en République Démocratique du Congo.
4. PNUD (2023). Rapport sur le développement humain – Afrique subsaharienne : emploi des jeunes et résilience.

ANNEXES

Annexe 1 : Principaux modules de formation et supports pratiques associés

MODULE	SUPPORT POUR LA PRATIQUE
Les sciences de la Vie et de la Terre	Visite guidée vers des exploitations animales
La résolution des conflits en milieu scolaire et en famille	
Vulgarisation de la police sanitaire et la législation environnementale	Documentation physique et numérique
Le matériel de laboratoire de 1ère nécessité pour la lutte contre les affections (2 enseignants)	Equipped pour un micro-laboratoire scolaire (microscopes, réactifs, tubes à essai...)
Le micro-propagateur du bananier dans la lutte contre le Wilt Bactérien du bananier	Mise en plantation d'une bananeraie pilote de vulgarisation

Annexe 2 : Évolution des effectifs scolaires par sexe (2021–2026)

ANNEES SCOLAIRES	Inscrits (1ère-4è TA/TV)		
	Total	Garçons	Filles
2021-2022	401	313	088
2022-2023	451	340	111
2023-2024	508	358	150
2024-2025	606	424	182
2025-2026	827	583	244
TOTAL	2793	2018	775

Annexe 3 : Évolution des résultats aux examens d'État (2021–2025)

ANNÉES	CANDIDATS AUX EXAMENS D'ETAT			REUSSITES AUX EXAMENS D'ETAT		
	Total	G	F	Total	G	F
2021-2022	54	46	08	48	44	04
2022-2023	59	40	19	55	37	18
2023-2024	95	71	24	90	67	23
2024-2025	102	75	27	99	73	26
2025-2026						
Total	310	232	78	292	221	71

Annexe 4 : Répartition des bénéficiaires des kits de réinsertion par école et par sexe

ANNÉES	ITA Ciherano		ITA Karhagwa		ITV Maka		ITA Muku	
	F	G	F	G	F	G	F	G
2022								
2023	0	1	1	2	0	2	2	1
2024	1	4	2	3	2	3	3	1
2025	2	3	4	1	3	2	5	0
2026								
	3	8	7	6	5	7	10	2

Annexe 5 : Évolution des unités de démonstration et de production (cheptel)

ITA/ITV	Poule	Lapin	Chèvre	Porc	Vache	Mouton
MUKU		2+97			1+3	
CIHERANO		+23		2+3	1+1	
KARHAGWA		+18		2+5	1+2	
MAKA	5	2+26	5+3	3	6+4	9+6
Total au début du projet	5	4	5	4	9	9
Total fin 2023	12	161	2	10	12	6
Ecart	7	152	-3	6	3	-3
2025		0	13	15	20	15

Annexe 6 : Répartition des appuis en élevage par type et par école

	ITA Ciherano				ITA Karhagwa				ITV Maka				ITA Muku			
	cb	ch	lp	po	cb	ch	lp	po	cb	ch	lp	po	Cb	Ch	Lp	Po
2022																
2023			10			3		2		2		4	20		10	2
2024			24	2			24	2			32	2	60		24	
2025			08	4			16	4	40		08	4		20	32	2
2026									20							
			42	6		3	40	8	60	2	40	10	80	20	66	4

cb = cobaye; ch = chèvre; lp = lapin; po = porc



Louvain Coopération asbl
avenue de Cîteaux 114
1348 Louvain la neuve

Tél. +32(0)10 390 300



louvain.cooperation.org

Avec le soutien de

